



Alu-Preise ziehen an

Seite 26



Aperam kauft VDM Metals

Seite 27



Personal in Paris suchen

Seite 28



Daumen hoch und runter

Seite 29

Bilan et objectifs

Dans son Avis annuel, la Fondation IDEA profite de l'échéance électorale pour dresser un tableau des cinq dernières années et propose des thématiques clé pour la campagne

LUXEMBOURG
CATHERINE KURZAWA

Recettes publiques, PIB, emploi, population, salaire horaire moyen réel: tous les indicateurs s'affichent en hausse entre 2013 et 2017. «On peut parler d'une période de félicité économique», a commenté mercredi Vincent Hein, économiste à la Fondation IDEA a.s.b.l. Le laboratoire d'idées de la Chambre de Commerce a présenté à la presse son 5ème Avis annuel où il tente de dresser un premier bilan de la législature de l'équipe pilotée par Xavier Bettel. Seul indicateur dans le rouge - mais on ne s'en plaindra pas: le nombre de chômeurs inscrits à l'ADEM qui signe un recul annuel moyen de 1,4%. «Ce n'est pas encore l'heure du bilan final», a temporisé le directeur de la fondation, Marc Wagener.

Il n'empêche, le Luxembourg a connu entre 2013 et 2017 une croissance économique annuelle moyenne de 3,5%, une embellie sur le marché du travail (+2,9% en moyenne soit 11.000 emplois par an) et une amélioration de la situation des finances publiques.

30.000 euros dépensés par résident

Celles-ci ont particulièrement capté l'attention de l'a.s.b.l. qui a publié une vision d'ensemble des recettes et dépenses des administrations publiques. Premier constat, les recettes ont une composition stable à travers le temps et la pression fiscale était en 2016 de l'ordre de 38,5%. Deuxièmement, les dépenses publiques par résident s'élevaient en 2015 à 29.250 euros, dont la moitié relève de la protection sociale et de la santé. Cela représente un écart de 56% par rapport à la moyenne des trois pays voisins et des Pays-Bas. Et globalement, avec près de 30.000 euros consacrés à chaque résident, les dépenses étatiques sont souvent deux fois plus élevées que dans les pays voisins. L'organisation appelle dans ce contexte à définir les priorités de l'action publique, évaluer ses résultats, prendre en compte des éléments tels que le vieillissement de la population et la révolution numérique sans oublier les possibilités de coopération entre le public et le privé.

La Fondation donne rendez-vous en 2023, au terme de la prochaine législature, pour faire le point sur ce dossier. De plus, elle a présenté ses cinq «champs de bataille» pour le prochain gouvernement. Au programme, les niches de croissance, l'innovation, la croissance démographique, la croissance inclusive et la transition écologique. «La stagnation n'est pas une option», a insisté Marc Wagener pour qui «il faut de nouvelles niches». Il a souligné que le Luxembourg dispose actuellement d'«un paysage de recherche développement et innovation encore assez jeune». Et avec une population qui pourrait atteindre 650.000 à 700.000 résidents d'ici à 2023, nombreuses sont les interrogations, qu'il s'agisse de celles liées aux inégalités ou à la transition écologique.

Le poids de la brique

Et si tous les indicateurs ont augmenté, la plus grande hausse revient au prix du logement, avec 5,3% de croissance annuelle moyenne entre 2013 et 2017. L'organisation basée à la Chambre de Commerce a calculé que si en 2005, les



Sarah Mellouet, Vincent Hein, Marc Wagener et Muriel Bouchet ont présenté l'Avis annuel, le premier d'une année électorale législative

Photo: Editpress/Diدير Sylvestre

ménages devaient consacrer 7,4 années de l'ensemble de leurs revenus pour acquérir une maison au Luxembourg, cette durée était en 2015 montée à neuf années.

«On croit que l'Etat a un rôle à jouer dans la problématique du logement», a assuré Marc Wagener avant de souligner que «cela reste un marché: il y a une offre et il y a une demande». «L'Etat ne peut pas tout réguler», a-t-il embrayé.

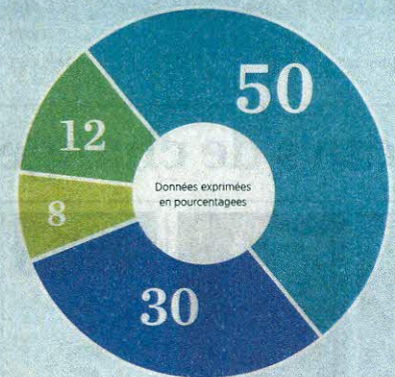
La Fondation promet de publier une série d'idées nouvelles pour tenter de résoudre cette équation délicate. Elle semble en tout cas se complexifier au vu des données concernant l'emploi salarié. «Sous la législature, 46.000 emplois

ont été créés», a montré Vincent Hein avec une croissance de la valeur ajoutée particulièrement marquée dans les TIC, les services administratifs et de soutien ainsi que la logistique. 51% de ces nouveaux postes ont été pourvus par des frontaliers. Et dans ces néo-navetteurs, un sur sept a la nationalité luxembourgeoise. Un élément qui reflète un accès à la propriété de plus en plus bétonné au Grand-Duché.

«Sous cette législature, 46.000 emplois ont été créés»

VINCENT HEIN, Economiste à la Fondation IDEA a.s.b.l.

LES FRONTALIERS TOUJOURS PLUS NOMBREUX



■ Frontaliers étrangers ■ Résidents étrangers
■ Frontaliers Luxembourgeois ■ Résidents Luxembourgeois

Evolution annuelle moyenne du nombre de salariés selon la résidence et la nationalité entre le 1er trimestre 2014 et le 1er trimestre 2017 Source: IGSS, IDEA